

LA DÉRIVE TOTALITAIRE...

Nous assistons à une sorte de dérive totalitaire qui était inscrite dans la logique de la constitution bonapartiste que François Mitterrand, l'actuel Président de la République avait, lui-même, qualifié de régime du coup-d'État permanent.

Il faut dire que jusqu'en 1982, le processus s'est heurté aux traditions républicaines que, dans ce pays, la «gauche» prétendait incarner.

Or, depuis 1982, nous assistons à une formidable accélération du processus de destruction pure et simple des institutions républicaines à qui on oppose l'instauration d'un ordre néo-corporatiste à l'image de celui de Salazar que les travailleurs portugais ont subi pendant plusieurs décennies.

Comme toujours, en pareil cas, certains démocrates sont tentés, au nom du «réalisme politique» ou de «l'efficacité», de se rallier et de s'insérer dans des institutions dont le caractère réactionnaire n'est pourtant contesté par personne. Nous avons connu ce phénomène en 1940 avec l'entrée d'un certain nombre de militants ouvriers dans les institutions de Vichy, et notamment dans la *Charte du Travail*.

La tentative d'intégrer notre organisation dans ce que Krasucki appelle la bande des quatre (CFDT - CFTC - CGC - CGTFO) a été mise en échec par le refus du Bureau confédéral de contresigner le protocole d'accord sur la flexibilité qui, au surplus, aurait transformé sur le plan politique, la bande des quatre en... bande des cinq!

Il faut savoir que l'ordre corporatiste voulu par les «catholiques sociaux», où qu'ils se trouvent, est incompatible avec le maintien des libertés démocratiques qui garantissent les libertés individuelles.

Or, sur ce plan, nous assistons, quasi impuissants, à une succession d'événements d'inégale importance mais tous également inquiétants.

Alors que dans ce pays, l'assassin d'une vieille dame ou du caissier d'une banque ou d'une employée grande surface n'est pas passible de la peine de mort mais risque tout juste 10 ans de prison, le pouvoir n'hésite pas à recourir à l'assassinat pour tenter de trouver une solution à un problème politique qu'il a, de surcroît, lui-même aggravé. L'assassinat décidé en haut-lieu et perpétré contre Éloi Macherau et un de ses compagnons a de quoi donner froid dans le dos!

La décision de construire dans notre pays treize «camps de rétention» renoue, qu'on le veuille ou non, avec une pratique qu'on croyait définitivement révolue.

Sur un autre plan, le simple fait qu'un stage de formation de futurs cadres de direction de l'UNEDIC ne soit plus axé sur une meilleure formation technique mais se transforme en une véritable entreprise de conditionnement idéologique tendant à justifier la politique d'un «gouvernement de gauche modérée» (textuel), autrement dit d'une entreprise éhontée (et payée fort chère avec l'argent des chômeurs de propagande en faveur des thèses chères aux princes qui nous gouvernent et à la CFDT, est également inquiétant.

La presse aux ordres a raison de se déchaîner contre les «responsables» de l'échec de l'accord sur la flexibilité qui, effectivement, risque fort de marquer le début d'une résistance organisée au régime néo-vichyste qu'Edmond Maire et ses amis tentent de nous imposer!

Mais la forme même que prend la campagne aujourd'hui engagée contre nous est, elle-même, illustrative de la nature du régime qu'on veut nous imposer. Si on en croit les plumitifs de la presse aux ordres, il existerait dans ce pays et au sommet, une mince couche de dirigeants syndicaux dignes représentants d'une masse de travailleurs raisonnables et résignés avec lesquels on pourrait, en toute tranquillité, par exemple détruire purement et simplement le code du travail (ou en suspendre l'application pendant six mois, ce qui, à terme, revient au même!).

Mais toute cette «sagesse» est remise en cause par l'activité «d'appareils» voire «d'états-majors» dont la seule existence constitue un obstacle à la vie d'une communauté nationale harmonieuse avec au sommet des dirigeants plus ou moins géniaux mais assurément compréhensifs, exerçant leur bienveillante tutelle sur une masse informe de travailleurs résignés à leur triste sort et que les associations «caritatives» et l'abbé Pierre prendraient en charge aux lieux et place des syndicats ou partis ouvriers!

Disons-le clairement au risque de déplaire à Alain Chénard, que la perspective de redevenir officiellement ce qu'il n'a pourtant jamais cessé d'être, c'est-à-dire rien, appelle littéralement: là est le véritable faisceau susceptible de nous conduire effectivement si nous n'y mettons bon ordre au fascisme!

Il est évident que la campagne de presse sur le rôle et la place des militants qui constituent l'infrastructure de notre organisation, n'est assurément pas innocente et on est en droit de se demander à qui seront finalement destinés les treize «camps de rétention» que le pouvoir envisage de construire.

Alexandre HÉBERT.

CE QUE DÉCLARAIT CHÉNARD A LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 JANVIER 1985...

«... Autres aspects qu'il faut bien souligner: l'aspect syndical et l'aspect politique. L'aspect syndical c'est en effet en voulant imposer un panneau syndical, qui aurait accueilli - et en ne respectant pas les dimensions - aussi les informations patronales, qu'a éclaté le drame réglé, comme par hasard, entre une demi-heure et trois-quarts d'heure. Cela pourrait apparaître bénin si ce n'était, de la part de l'intéressé, une volonté de régler son sort à une organisation syndicale. Après avoir échoué de l'intérieur, celui-ci tente de le faire de l'extérieur et avec n'importe quelle complicité, et là, apparaît la dimension politique.

La collusion permanente que nous constatons entre le Parti Communiste International, prétendu parti des travailleurs, et la Droite la plus réactionnaire, celle qui anime cette Municipalité, est la dimension politique que j'évoquais. En vérité, vous avez prétendu éliminer des éléments militants de l'école publique, taxer de non neutralité, quelquefois même de chauvinisme et vous y avez substitué des agitateurs qui n'ont aucun souci de l'école publique et qui sont de parfaits représentants du pire sectarisme.

C'est une attaque de dénigrement et de remise en cause de l'École publique. Je le comprends venant de la part de quelques-uns. Pour d'autres, j'en suis profondément attristé.

En conséquence, je vous demande M. le Maire, la réintégration immédiate du personnel licencié et avec moi, tous les amis de l'École de la République exigent que l'AFEN fonctionne comme un service public et non comme un faisceau - et j'emploie le mot à dessein».
